Cristina contre Lula

Chronique

Economie Eric Le Boucher

Le populisme fait un puissant retour dans les pays en développement dotés de matières premières. Pas uniquement dans ces pays, notez, il monte aussi au nord sous la forme de la démocratie d'opinion ; mais c'est un autre sujet.

De Poutine à Chavez, les dirigeants de ces pays, enrichis à milliards par la manne de l'or noir, des métaux, des denrées agricoles, croient mener de bonnes politiques. L'Etat remet la main sur la production en assurant que le « peuple » doit en obtenir une juste part. Les gouvernements redeviennent autoritaires au nom d'un « social » redistributif.

Dans le grand balancier des doctrines, après les décennies libérales, ils repartent dans l'autre sens vers des renationalisations, des contrôles publics et une fermeture relative des frontières.

Ces politiques sont des illusions. Elles séduisent, sans doute. Mais elles font vite fi de la démocratie, d'abord. L'autoritarisme s'auto-renforce toujours, exemple la Russie. Ensuite, elles confondent les largesses avec le social durable.

Point de départ : il est nécessaire de corriger les insuffisances, voire les échecs des années libérales, à commencer par le fait que les sacrifices ont été demandés exclusivement aux classes défavorisées dans ces pays. Mais faut-il les corriger en les amendant profondément ou en leur tournant le dos ? L'Amérique latine en offre un cas d'école : le Brésil a choisi la première voie post-libérale, celle de la social-démocratie ; l'Argentine a préféré la seconde, celle du néo-péronisme, celle du populisme. Qui gagne ?

A première vue, l'Argentine. Cristina Fernandez tirant profit des bons résultats de son mari, Nestor Kirchner, a été élue facilement, dès le premier tour de l'élection présidentielle, le week-end dernier. Après l'humiliante crise monétaire de 2001, qui a forcé le pays à faire défaut sur sa dette, à diviser la valeur du peso par trois par rapport au dollar, ce qui a ruiné des milliers d'épargnants (pas les plus riches, qui avaient placé leur fortune à Miami ou à Genève), le président Kirchner, élu en 2003, est revenu sur beaucoup des préceptes libéraux. Il conserve une politique budgétaire orthodoxe, mais il s'en prend aux multinationales (comme Suez) et au Fonds monétaire international, avec lequel il rompt. Il renationalise la politique économique avec deux lignes de conduite : exporter grâce au peso faible et ne plus dépendre des capitaux étrangers.

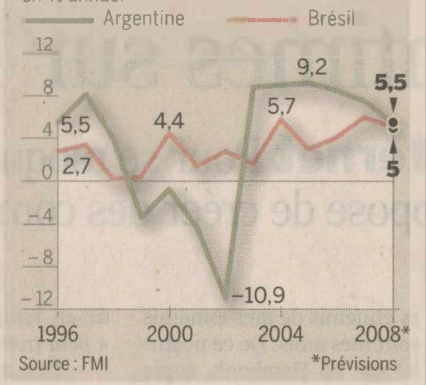
La remontée des prix mondiaux des matières premières est une aubaine : l'Argentine, puissance agricole, accumule les excédents commerciaux (6 % du PIB), et une taxe sur les exportations emplit les caisses de l'Etat. De 2003 à 2007, l'économie comble son affaissement précédent au rythme d'une croissance de 8,5 % l'an. Le chômage recule de 21,5 % à 8,5 %. L'argent distribué divise par deux la pauvreté, de 54 % à 23 %.

En face, le Brésil peine. Lula da Silva a été réélu l'an passé, mais beaucoup plus difficilement. Le président syndicaliste développe depuis 2002 une politique orthodoxe pour reconquérir une « crédibilité » vis-à-vis des capitaux étrangers. Il doit visser ses dépenses budgétaires malgré les besoins de tous types. La croissance tarde à décoller, sursaute et puis retombe. Le Brésil souffre de maux profonds, comme le note Jérôme Sgard, du CEPII : des infrastructures vétustes qui font buter l'exportation sur le manque de routes et de ports, une pression fiscale très forte, un secteur public bureaucratique, alourdi encore par la structure fédérale.

Le match Argentine-Brésil

▸ CROISSANCE DES PIB

en % annuel



Source : FMI *Prévisions

Pourtant, la politique de Lula, longtemps ingrate, semble enfin payer. *« L'économie brésilienne est entrée dans le cercle vertueux. La politique, stable sur le long terme, apporte ses effets positifs sur les décisions d'investissement et de production »*, se félicite l'IPEA (rapport trimestriel, juin 2007, Instituto de Pesquisa Economica Aplicada). Sans doute l'environnement extérieur est-il favorable au Brésil comme à son voisin du Sud. Mais les *« fondamentaux »*, comme disent les économistes, vont dans le bon sens : les taux d'intérêt qui punissent le Brésil pour son laxisme passé retombent à 12 %, l'investissement repart (+ 9 %), l'emploi aussi (+ 4 % sur un an), le chômage recule (8,5 %). Rien n'est réglé, loin de là, mais le terrain se dégage, l'orthodoxie semble payer.

Cristina, la *« reine d'Argentine »*, a au contraire une montagne levée devant elle. En clair, elle va devoir rompre avec la ligne de son mari. Pourquoi ? Parce que les prix flambent : 9 % officiellement, en vérité le double. Le gouvernement tente de le camoufler en truquant les statistiques, mais les syndicats ne sont pas dupes : ils réclament 20 % de hausse des salaires. Engrenage prix-salaires connu dont la fin est certaine : une nouvelle crise.

L'Argentine a cru se passer des capitaux étrangers (et des technologies qu'ils apportent), elle manque d'investissements. Les coupures de courant électrique limitent l'industrie. Il va falloir benoîtement refrapper à la porte du FMI pour « recrédibiliser » la signature du pays. Ce ne sont pas les achats, pour 5 milliards de dollars, de bons du Trésor par Hugo Chavez venu avec empressement à l'aide qui suffiront. Bref, l'économie va devoir ralentir vers les 5 %, et l'Etat va devoir dire non aux syndicats et couper pas mal de ses largesses.

Le match Brésil-Argentine ne peut être simplifié. Les deux ont une visée sociale ; pour les deux, l'Etat est un moyen nécessaire. Mais un Etat réformé, rigoureux, est différent d'un Etat qui achète l'électeur. ■